



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

16 Octobre 2023

Stop aux massacres à Gaza !

Depuis le 7 octobre, déjà près de 3 000 Palestiniens sont morts dans les bombardements de l'armée israélienne. En une semaine, plus de 720 enfants ont été tués, soit davantage qu'en plus d'un an de guerre en Ukraine. S'y ajoutent le million d'habitants qui fuient le nord de Gaza devant l'invasion imminente par Tsahal. C'est un véritable massacre qui se déroule, prélude probable d'une nouvelle annexion et d'un nouvel exode palestinien.

Israël, État oppresseur et colonial

L'État d'Israël s'est servi des attaques aveugles contre des civils perpétrées par le Hamas, organisation nationaliste obscurantiste, contestée il y a encore quelques semaines par des manifestants palestiniens, pour soumettre la bande de Gaza à un bombardement intense, visant indistinctement hommes, femmes et enfants, les privant d'eau et d'électricité, les terrorisant et les affamant pour les forcer à l'exil. Le peuple palestinien subit l'oppression depuis 75 ans, chassé de ses terres, dispersé dans tout le Moyen-Orient, éclaté en Palestine sur deux bouts de territoire totalement dépendants d'Israël, entourée de murs et de check-points... Avec la mise en place du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, la colonisation de ses terres n'a fait que s'accélérer. Mais, tant que le peuple palestinien subira destructions, occupations et massacres, le peuple israélien sera condamné à vivre dans un état de guerre permanent.

Des manifestations à Londres, à New-York, à Tel-Aviv... mais interdites en France !

Les grandes puissances occidentales s'empressent de soutenir Israël et sa politique guerrière. Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, s'est rendue à Tel Aviv pour « *exprimer la solidarité de la France envers Israël* ». « *Le droit d'Israël à répondre aux attaques terroristes n'est pas contestable et nul ne peut lui dénier son droit à se défendre* », a-t-elle dit. Un blanc-seing pour l'État israélien et le massacre qu'il est en train de perpétrer à Gaza ! Le gouvernement Macron va même jusqu'à interdire toute manifestation de soutien des droits des Palestiniens, prétextant... « *un contexte d'une grande violence* » et « *des risques d'exportation de cette violence [étrangère] sur le sol national* » !

Pendant ce temps, la droite et l'extrême droite peuvent tranquillement parader dans le 16^e arrondissement de Paris pour manifester leur soutien à Netanyahu. Mais, dans les pays où il n'y a pas d'interdiction, beaucoup de gens manifestent leur révolte, à Londres, New York ou Madrid. Et même à Tel Aviv, pour réclamer la démission de Netanyahu et le retour des otages. Cela pourrait bien être le début d'une prise de conscience en Israël même que ce dont ont été victimes les civils israéliens est bien un retour de flamme de la politique sioniste du gouvernement, sa politique de guerre et d'oppression du peuple palestinien.

Face aux interdictions, exprimons la solidarité la plus large !

La nécessité de l'heure, c'est bien d'affirmer haut et fort notre solidarité avec les Palestiniens sous les bombes, car c'est aussi encourager en Israël les jeunes qui n'acceptent pas la guerre et qu'on va envoyer expulser et massacrer dans la prochaine offensive terrestre. Et, contrairement à ce qu'affirment les autorités qui interdisent les manifestations, la solidarité avec le peuple palestinien et la défense de ses droits n'a rien à voir ni avec le soutien à l'idéologie et la politique du Hamas, ni avec l'antisémitisme ! En revanche, lundi 9 octobre, c'était bien le Rassemblement national, un parti aux racines notoirement antisémites, qui a défilé avec des députés de la majorité, pour afficher son soutien total à l'État colonialiste israélien ! Et ce sont bien ces mêmes politiciens qui rivalisent de démagogie islamophobe et anti-immigrée en utilisant le crime atroce d'un déséquilibré contre un prof de français.

**À bas le massacre en cours à Gaza !
Soutien total au peuple palestinien !**



Le temps est compté pour les Urgences d'Haguenau

Les déserts médicaux s'étendent à perte de vue et le coup risque d'être très dur à encaisser. Depuis quelques semaines, le manque de médecins urgentistes au service des urgences de l'hôpital d'Haguenau devient dramatique. Il manquerait 6 équivalents temps plein et la charge de travail repose donc sur les médecins restants. L'administration et l'institution ne prennent pas la mesure de l'état catastrophique dans lequel se trouvent les Urgences, et ne font absolument rien pour y palier. C'est pour quoi les urgentistes restants commencent à perdre espoir et à eux-mêmes envisager de quitter l'hôpital.

Cette hémorragie de personnels médicaux va avoir pour conséquence la fermeture pure et simple du service d'Urgences d'Haguenau. Un gouffre entre Wissembourg – Saverne – Strasbourg va se créer quant à l'accueil de patients en urgence d'ici mi-2024.

Toute cette charge médicale sera donc reportée là où il y a des SAU avec encore quelques moyens : Strasbourg et les HUS. Préparons-nous à subir le choc, dans un cadre où les conditions de travail médicales et paramédicales deviennent déjà de plus en plus compliquées, au vu et au su de tous. Notre seul espoir : nos propres mobilisations face à une direction qui fait la sourde oreille.

Uberisation des soignants

La plateforme Médiflash est soupçonnée de travail dissimulé. En effet, celle-ci a le même fonctionnement que des sociétés comme Uber ou Deliveroo, elle met en relation des soignants au statut d'auto-entrepreneur avec des structures qui ont besoin de renforts.

Malgré les accusations actuelles, le gouvernement continue de les soutenir par des aides financières et ne prenant aucune mesure contre cette entreprise, qui est pourtant dans l'illégalité.

Cela pose de gros problèmes pour nos emplois et nos conditions de travail, parce que le gouvernement, déjà impliqué dans les "uber files", va continuer dans cette voie là, nous transformant ainsi en mercenaires jetables, en fonction des besoins des structures. L'entreprise fait par ailleurs miroiter des sommes d'argent bien supérieures à celles réellement versées (une différence de 50% tout-de-même).

En voilà une bonne politique pour entretenir le sous-effectif de tous les établissements de santé et pour dégrader nos conditions de travail... Médiflash doit s'arrêter et pour répondre aux besoins des hôpitaux, il n'y a qu'une seule solution : l'augmentation de nos salaires et l'embauche massive de soignants.

Derrière le Hublot

L'hôpital manque de personnel ? Solution Hublo ! Un agent manque d'argent pour finir le mois ? Hublo pour bosser en intérim sur ses repos ! La vie est bien faite... pour les directions hospitalières. Car si pour les salariés c'est une histoire de manque à gagner, pour cette plateforme de gestion qui permet aux agents de s'inscrire directement pour effectuer des remplacements en heures supplémentaires dans les hostos, c'est surtout une affaire de gros sous. Hublo a largement profité du contexte de pénurie de main-d'œuvre et de la crise sanitaire pour devenir indispensable aux établissements de santé et vise à conquérir l'Europe. Puisque c'est la m... partout, il n'y a pas de frontière pour les bonnes affaires ! Dans les hôpitaux, bien des agents complètent leur salaire en passant par cette plateforme. Mais ce qui pousse beaucoup à le faire, c'est précisément le trop faible niveau des salaires ! Comme liberté, on fait mieux. C'est des hausses de salaire qu'il faut !

Grève massive dans la santé aux Etats-Unis

Du 4 au 7 octobre dernier, 75 000 travailleurs du géant privé de la santé Kaiser aux Etats-Unis ont entamé une grève pour des augmentations de salaires pour compenser l'inflation et contre leurs mauvaises conditions de travail. Dans un premier accord, la direction concède 21% d'augmentation sur 4 ans. Sous la menace d'une nouvelle grève en novembre, s'ils n'avancent pas sur leurs engagements.

Gaza : des soignants refusent de fuir pour ne pas condamner leurs patients

L'armée israélienne a ordonné à tous les habitants de la ville de Gaza, y compris les malades et les blessés, de quitter les lieux afin de pouvoir mener une intervention militaire terrestre contre le Hamas. C'est « l'équivalent d'une peine de mort », a averti l'Organisation mondiale de la santé, qui « condamne fermement les ordres israéliens réitérés d'évacuer 22 hôpitaux traitant plus de 2 000 patients dans le nord de Gaza ». Elle pointe de fait l'incapacité des structures de santé du sud de la région à absorber de nouveaux patients, mais aussi l'impossible transfert de personnes gravement malades comme les patients en soins intensifs ou sous dialyse, les nouveau-nés en couveuses, les femmes enceintes souffrant de complications ... Nebal Farsakh, porte-parole du Croissant-Rouge palestinien, a expliqué l'impossibilité de déplacer des centaines de patients depuis l'hôpital Al-Quds, dans le nord de la région, dans un laps de temps aussi court. Des milliers de soignants ont refusé de bouger pour ne pas les abandonner.